Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 103° — Numero 246

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Lunedì, 1° ottobre 1962 **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Anno L. 13.390 - Semestrale L. 7.380 - Trimestrale L. 4.020 - Un fascicolo L. 60 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Anno L. 12.030 - Semestrale L. 6.520 - Trimestrale L. 3.510

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5.520 - Trimestrale L. 3.010 - Un fascicolo L. 50 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: **ROMA**, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; **MILANO**, Galleria Vittorio Emanuele, 3; **NAPOLI**, via Chiaia, 5; **FIRENZE**, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 246 DEL 1° OTTOBRE 1962:

DECRETO MINISTERIALE 28 settembre 1962.

Nuova tabella « Esport ». Elenco di merci la cui esportazione è sottoposta ad autorizzazione ministeriale.

(5377)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 agosto 1962, n. **1395.**

Accettazione ed esecuzione dell'Accordo sui privilegi e le immunità dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica (A.I.E.A.) adottato a Vienna il 1° luglio 1959.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare l'Accordo sui privilegi e le immunità dell'Agenzia internazionale della energia atomica (A.I.E.A.) adottato a Vienna il 1° luglio 1959.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo XII dell'Accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data ad Abano Terme, addì 12 agosto 1962

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — TAVIANI — BOSCO — TRABUCCHI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Accordo sui privilegi e le immunità dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica (A.I.E.A.) (Vienna, 1° luglio 1959).

ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Attendu que le paragraphe *C* de l'Article XV du Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique dispose que la capacité juridique et les privilèges et immunités mentionnés dans ledit Article doivent être définis dans un accord ou des accords distincts qui seront conclus entre l'Agence, représentée à cette fin par le Directeur général agissant conformément aux instructions du Conseil des gouverneurs, et ses Membres;

Attendu qu'un Accord régissant les relations entre l'Agence et l'Organisation des Nations Unies a été adopté conformément à l'Article XVI du Statut;

Attendu que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, souhaitant l'unification, dans la mesure du possible, des privilèges et immunités dont jouissent l'Organisation des Nations Unies et les diverses institutions ayant conclu un accord avec ladite Organisation, a adopté la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et que plusieurs Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont adhéré à ladite Convention;

Le Conseil des gouverneurs

1. A approuvé, sans engager les gouvernements représentés au Conseil, le texte ci-après qui, d'une manière générale, reprend les dispositions de la Convention sul les privilèges et immunités des institutions spécialisées;

2. Invite les Etats Membres de l'Agence à examiner cet accord et, s'ils le jugent à propos, à l'accepter.

Article premier

DÉFINITIONS

Section 1

Dans le présent Accord:

i) L'expression « l'Agence » désigne l'Agence internationale de l'énergie atomique;

ii) Aux fins de l'article III, les mots « biens et avoirs » s'appliquent également aux biens et fonds dont l'Agence a la garde ou qui sont administrés par elle dans l'exercice de ses attributions statutaires;

iii) Aux fins des articles V et VIII, l'expression « représentants des Membres » est considérée comme comprenant tous les gouverneurs, représentants, suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations,

iv) Aux fins des sections 12, 13, 14 et 27, l'expression « réunions convoquées par l'Agence » vise les réunions:

1) De sa Conférence générale et de son Conseil des gouverneurs,

2) De toute conférence internationale, colloques, journées ou groupes d'études convoqués par elle;

3) De toute commission de l'un quelconque des organes précédents.

v) Aux fins des articles VI e IX. l'expression « fonctionnaires de l'Agence » désigne le Directeur général et tous les membres du personnel de l'Agence, à l'exception de ceux qui sont recrutés sur place et payés à l'heure.

Article II

Personnalité juridique

Section 2

L'Agence possède la personnalité juridique. Elle a la capacité: *a*) de contracter. *b*) d'acquérir et de disposer des biens immobiliers et mobiliers, *c*) d'ester en justice.

Article III

Biens, fonds et avoirs

Section 3

L'Agence, ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur. jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où elle y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

Section 4

Les locaux de l'Agence sont inviolables. Ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Section 5

Les archives de l'Agence et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Section 6

Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

a) L'Agence peut détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

b) L'Agence peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur dun pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

Section 7

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu la section 6, l'Agence tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par le gouvernement de tout Etat partie au présent Accord, dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Section 8

L'Agence, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

a) Exonérés de tout impôt direct: il est entendu, toutefois, que l'Agence ne demandera pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique.

b) Exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Agence pour son usage officiel. il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

c) Exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard de ses publications.

Section 9

Bien que l'Agence ne revendique pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elle effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats parties au présent Accord prendront chaque fois qu'il leur sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Article IV

Facilités de communications

Section 10

L'Agence jouit, pour ses communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie au présent Accord et dans la mesure compatible avec les conventions, règlements et accords internationaux auxquels cet Etat est partie, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet Etat à tout autre gouvernement, y compris à sa mission diplomatique, en matière de priorités, tarifs et taxes pour les postes et télécommunications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.

Section 11

La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Agence ne peuvent être censurées.

L'Agence a le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance et ses autres communications officielles par des courriers ou valises scellées qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées, à déterminer par voie d'accord entre l'Etat partie au présent Accord et l'Agence.

Article V

Représentants des membres

Section 12

Les représentants des Membres aux réunions convoquées par l'Agence jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants:

a) Immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;

b) Inviolabilité de tous papiers et documents;

c) Droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées;

d) Exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;

e) Mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

f) Mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres de missions diplomatiques d'un rang comparable.

Section 13

En vue d'assurer aux représentants des Membres de l'Agence aux réunions convoquées par elle une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles, les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.

Section 14

Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les représentants des Membres de l'Agence aux réunions convoquées par elle se trouveront sur le territoire d'un Membre pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Section 15

Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en ce qui concerne l'Agence. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Section 16

Les dispositions des sections 12, 13 et 14 ne sont pas opposables aux autorités de l'Etat dont la personne est ressortissante ou dont elle est ou a été le représentant.

Article VI

Fonctionnaires

Section 17

L'Agence communiquera périodiquement aux gouvernements de tous les Etats parties au présent Accord les noms des fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que celles de l'article IX.

Section 18

a) Les fonctionnaires de l'Agence:

i) Jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

ii) Jouissent, en ce qui concerne les traitements et émoluments qui leur sont versés par l'Agence, des mêmes exonérations d'impôt que celles dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, et dans les mêmes conditions;

iii) Ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;

iv) Jouissent, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;

v) Jouiront, en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;

vi) Jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

b) Les fonctionnaires de l'Agence exerçant des fonctions d'inspection conformément à l'Article XII du Statut de l'Agence, ou chargés d'étudier un projet conformément à l'Article XI dudit Statut, jouissent dans l'exercice de leurs fonctions et au cours des déplacements officiels de tous les autres privilèges et immunités mentionnés à l'article VII du présent Accord, dans la mesure où ils leur seront nécessaires pour l'exercice effectif desdites fonctions.

Section 19

Les fonctionnaires de l'Agence sont exempts de toute obligation relative au service national. Toutefois, cette exemption sera, par rapport aux Etats dont ils sont les ressortissants, limitée à ceux des fonctionnaires de l'Agence qui, en raison de leurs fonctions, auront été nommément désignés sur une liste établie par le Directeur général de l'Agence et approuvée par l'Etat dont ils sont les ressortissants.

En cas d'appel au service national d'autres fonctionnaires de l'Agence, l'Etat intéressé accordera, à la de-

mande de l'Agence, les sursis d'appel qui pourraient être nécessaires en vue d'éviter l'interruption d'un service essentiel.

Section 20

Outre les privilèges et immunités prévus aux sections 18 et 19, le Directeur général de l'Agence, ainsi que tout fonctionnaire agissant en son nom pendant son absence tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne ses conjoints et enfants mineurs, jouit des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et enfants mineurs. Les mêmes privilèges et immunités, exemptions et facilités seront accordés aussi aux directeurs généraux adjoints et aux fonctionnaires de l'Agence de rang équivalent.

Section 21

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt de l'Agence et non pour leur bénéfice personnel. L'Agence pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Agence.

Section 22

L'Agence collaborera en tout temps avec les autorités compétentes des Etats Membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des réglements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés au présent article.

Article VII

Experts en missions pour l'Agence

Section 23

Le experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article VI) qui exercent des fonctions auprès des commissions de l'Agence ou accomplissent des missions pour cette dernière, y compris des missions en qualité d'inspecteurs conformément à l'Article XII du Statut de l'Agence ou en qualité de chargés d'étude conformément à l'Article XI dudit Statut, jouissent des privilèges et immunités ci-après dans la mesure où ils sont nécessaires pour l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces commissions ou au cours de ces missions:

a) Immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;

b) Immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits); les intéressés continueront à bénéficier de ladite immunité alors même qu'ils n'exerceront plus de fonctions auprès des commissions de l'Agence ou ne seront plus chargés de mission pour le compte de cette dernière;

c) Inviolabilité de tous papiers et documents;

d) Pour leurs communications avec l'Agence, droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées;

e) Mêmes facilités, en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change, que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

f) Mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

Section 24

Rien dans les alinéas *c*) et *d*) de la section 23 ne peut être interprété comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées, à déterminer par voie d'accord entre tout Etat partie au présent Accord et l'Agence.

Section 25

Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Agence et non pour leur bénéfice personnel. L'Agence pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Agence.

Article VIII

Abus des privilèges

Section 26

Si un Etat partie au présent Accord estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par le présent Accord, des consultations auront lieu entre cet Etat et l'Agence en vue de déterminer si un tel abus s'est produit et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition. Si de telles consultations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant pour l'Etat et l'Agence, la question de savoir s'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité sera reglée dans les conditions prévues à la section 34. S'il est constaté qu'un tel abus s'est produit, l'Etat partie au présent Accord et affecté par ledit abus aura le droit, après notification à l'Agence, de cesser d'accorder, dans ses rapports avec l'Agence, le bénéfice du privilège ou de l'immunité dont il aurait été fait abus. Toutefois, la suppression des privilèges et immunités ne doit pas gêner l'Agence dans l'exercice de ses activités principales ni l'empêcher de s'acquitter de ses tâches principales.

Section 27

Les représentants des Membres aux réunions convoquées par l'Agence, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, ainsi que les fonctionnaires visés à la section 1 v) ne seront pas contraints par les autorités territoriales de quitter le pays dans lequel ils exercent leurs fonctions, en raison d'activités exercées par eux en leur qualité officielle. Toutefois, dans le cas où une telle personne abuserait du privilège de résidence en exerçant dans ce pays des activités sans rapport avec ses fonctions officielles, elle pourra être contrainte de quitter le pays par le gouvernement de celui-ci, sous réserve des dispositions ci-après:

a) Les représentants des Membres ou les personnes jouissant d'immunités aux termes de la section 20 ne seront pas contraints de quitter le pays si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicable aux envoyés diplomatiques accrédités dans ce pays;

b) Dans le cas d'un fonctionnaire auquel ne s'applique pas la section 20, aucune décision d'expulsion ne sera prise par les autorités territoriales sans l'approbation du Ministre des affaires étrangères du pays en question, approbation qui ne sera donnée qu'après consultation avec le Directeur général de l'Agence; si une procédure d'expulsion est engagée contre un fonctionnaire, le Directeur général de l'Agence aura le droit d'intervenir dans cette procédure pour la personne contre laquelle elle est intentée.

Article IX

LAISSEZ-PASSER

Section 28

Les fonctionnaires de l'Agence ont le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies, conformément aux arrangements administratifs conclus entre le Directeur général de l'Agence et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Directeur général de l'Agence notifiera à chacun des Etats parties au présent Accord les arrangements administratifs ainsi conclus.

Section 29

Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires de l'Agence sont reconnus et acceptés comme titres valables de voyage par les Etats parties au présent Accord.

Section 30

Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant de fonctionnaires de l'Agence titulaires de laissez-passer des Nations Unies et accompagnées d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte de l'Agence, sont examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide sont accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

Section 31

Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 30 sont accordées aux experts et autres personnes qui sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, sont porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte de l'Agence.

Section 32

Le Directeur général, les directeurs généraux adjoints et autres fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de chef de division de l'Agence, voyageant pour le compte de l'Agence et munis d'un laissez-passer des Nations Unies, jouissent des mêmes facilités de voyage que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

Article X

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Section 33

L'Agence devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

a) Les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé auxquels l'Agence serait partie;

b) Les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire ou un expert de l'Agence qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions des sections 21 et 25.

Section 34

A moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement, toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord sera porté devant la Cour internationale de Justice conformément au Statut de la Cour. Si un différend s'élève entre l'Agence et un Etat Membre, et que les parties ne conviennent d'aucun autre mode de règlement, un avis consultatif sur tout point de droit soulevé sera demandé en conformité de l'Article 96 de la Charte des Nations Unies et de l'Article 65 du Statut de la Cour, ainsi que des dispositions correspondantes de l'Accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence. L'avis de la Cour sera accepté par les parties comme décisif.

Article XI

INTERPRÉTATION

Section 35

Les dispositions du présent Accord doivent être interprétées compte tenu des fonctions qui sont assignées à l'Agence par son Statut.

Section 36

Les dispositions du présent Accord ne comportent aucune limitation et ne portent en rien préjudice aux privilèges et immunités qui ont été déjà ou qui pourraient être accordés à l'Agence par un Etat, en raison du fait que le Siège ou des bureaux régionaux de l'Agence sont situés sur le territoire de cet Etat, ou que des fonctionnaires, des experts, des produits, du matériel ou des installations appartenant à l'Agence se trouvent sur ledit territoire pour l'exécution de projets ou d'activités de l'Agence, y compris l'application de garanties à un projet de l'Agence ou autre arrangement. Le présent Accord ne saurait être interprété comme interdisant la conclusion entre un Etat partie de l'Agence d'accords additionnels tendant à l'aménagement des dispositions du présent Accord, à l'extension ou à la limitation des privilèges et immunités qu'il accorde.

Section 37

Aucune disposition du Statut de l'Agence ni aucun droit ou obbligation que l'Agence peut par ailleurs posséder, acquérir ou assumer ne sauraient être abrogés par le seul effet du présent Accord, qui ne pourra pas davantage y apporter de dérogation.

Article XII

CLAUSES FINALES

Section 38

Le présent Accord sera communiqué à tous les Membres de l'Agence pour acceptation. Celle-ci s'effectue par le dépôt auprès du Directeur général d'un instrument d'acceptation; l'Accord entre en vigueur, à l'égard de chaque Membre, à la date du dépôt de son instrument d'acceptation. Il est entendu que lorsqu'un instrument d'acceptation est déposé au nom d'un Etat,

celui-ci doit être en mesure d'appliquer, en vertu de sa législation, les dispositions du présent Accord. Le Directeur général adressera une copie certifiée conforme du présent Accord au gouvernement de tout Etat qui est ou deviendra Membre de l'Agence, et informera tous les Membres du dépôt de chaque instrument d'acceptation et de la remise de tout avis de dénonciation prévu à la section 39. Tout Membre de l'Agence pourra formuler des réserves au présent Accord. Il ne pourra le faire que lorsqu'il déposera son instrument d'acceptation; le Directeur général communiquera immédiatament le texte des réserves à tous les Membres de l'Agence.

Section 39

Le présent Accord reste en vigueur entre l'Agence et tout Membre qui a déposé un instrument d'acceptation, tant que ce Membre est Membre de l'Agence ou jusqu'à ce qu'un accord revisé soit approuvé par le Conseil des gouverneurs et que ledit Membre y soit devenu partie, étant entendu toutefois que si un Membre remet au Directeur général un avis de dénonciation, le présent Accord cesse d'être en vigueur à l'égard dudit Membre un an après réception de cet avis par le Directeur général.

Section 40

A la demande d'un tiers des Etats parties au présent Accord, le Conseil des gouverneurs de l'Agence examine s'il y a lieu d'approuver des amendements audit Accord. Les amendements approuvés par le Conseil entrent en vigueur après leur acceptation conformément à la procedure prévue à la section 38.

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 luglio 1962, n. **1396**.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica del Liceo ginnasio statale « G. B. Ferrari » di Este (Padova).

N. 1396. Decreto del Presidente della Repubblica 5 luglio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica del Liceo ginnasio statale « G. B. Ferrari » di Este (Padova) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto. Inoltre, con lo stesso decreto, viene soppressa la Cassa scolastica del ginnasio statale di Este (Padova).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1962
Atti del Governo, registro n. 158, *foglio n.* 110. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 luglio 1962, n. **1397**.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica del Liceo scientifico statale « Galileo Galilei » di Belluno.

N. 1397. Decreto del Presidente della Repubblica 5 luglio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica del Liceo scientifico statale « Galileo Galilei » di Belluno viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1962
Atti del Governo, registro n. 158, *foglio n.* 113. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
18 agosto 1962, n. **1398**.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione temporanea, nella forma « æque principaliter », della parrocchia di Santa Maria Maddalena, in comune di Preore (Trento), con la parrocchia di San Brizio, in frazione Saone del comune di Tione (Trento).

N. 1398. Decreto del Presidente della Repubblica 18 agosto 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 12 aprile 1962, relativo all'unione temporanea nella forma « æque principaliter » della parrocchia di Santa Maria Maddalena, in comune di Preore (Trento), con la parrocchia di San Brizio, in frazione Saone del comune di Tione (Trento).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *settembre* 1962
Atti del Governo, registro n. 159, *foglio n.* 12. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
18 agosto 1962, n. **1399**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Giovanni Bosco, in frazione Borghetto del comune di San Martino di Lupari (Padova).

N. 1399. Decreto del Presidente della Repubblica 18 agosto 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Treviso in data 24 dicembre 1953, integrato con prospetto di pari data e con postilla e dichiarazione del 17 febbraio 1962, relativo alla erezione della parrocchia di San Giovanni Bosco, in frazione Borghetto del comune di San Martino di Lupari (Padova), e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede della parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *settembre* 1962
Atti del Governo, registro n. 159, *foglio n.* 6. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
18 agosto 1962, n. **1400**.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione temporanea, nella forma « æque principaliter », della parrocchia di San Michele a Strada, in comune di San Gimignano (Siena), con la parrocchia di San Martino a Larniano nello stesso Comune.

N. 1400. Decreto del Presidente della Repubblica 18 agosto 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Colle Val d'Elsa in data 1° marzo 1962, relativo all'unione temporanea, nella forma « æque principaliter » della parrocchia di San Michele a Strada, in comune di San Gimignano (Siena), con la parrocchia di San Martino a Larniano, nello stesso Comune.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *settembre* 1962
Atti del Governo, registro n. 159, *foglio n.* 7. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 agosto 1962, n. 1401.

Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero delle Monache Minime Paolane della Rocca, con sede in Todi (Perugia).

N. 1401. Decreto del Presidente della Repubblica 18 agosto 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero delle Monache Minime Paolane della Rocca, con sede in Todi (Perugia).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 settembre 1962
Atti del Governo, registro n. 159, foglio n. 13. — Villa

DECRETO MINISTERIALE 12 giugno 1962.

Approvazione della convenzione stipulata con l'Automobile Club d'Italia per la riscossione delle tasse automobilistiche.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 4 del testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche approvato con decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1953, n. 39;

Ritenuta l'opportunità di affidare all'Automobile Club d'Italia, per il periodo dal 22 dicembre 1960 al 21 dicembre 1963, il mandato di riscuotere, per conto dello Stato, le tasse automobilistiche, sotto l'osservanza delle norme, modalità e clausole contenute nella convenzione stipulata in data 6 giugno 1962 ed allegata al presente decreto, del quale costituisce parte integrante e con il quale viene approvata;

Visto il parere del Consiglio di Stato del 28 novembre 1961, n. 787;

Decreta:

E' approvata la convenzione stipulata il 6 giugno 1962, con la quale è affidato all'Automobile Club d'Italia, per il periodo dal 22 dicembre 1960 al 21 dicembre 1963, il mandato di riscuotere per conto dello Stato le tasse automobilistiche.

Detta convenzione è allegata al presente decreto, del quale costituisce parte integrante.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 12 giugno 1962

Il Ministro: Trabucchi

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 agosto 1962
Registro n. 23 Finanze, foglio n. 31

Convenzione con l'Automobile Club d'Italia (A.C.I.) per la riscossione delle tasse automobilistiche

Fra il Ministero delle finanze, rappresentato dal Ministro per le finanze avv. Giuseppe Trabucchi e l'Automobile Club d'Italia, con sede in Roma, rappresentato dal suo presidente principe Filippo Caracciolo di Castagneto, si stabilisce e si conviene quanto segue, tenendo presente che nel testo della convenzione, per brevità, la Direzione generale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari, la Direzione generale dell'Automobile Club d'Italia e l'Ispettorato delle tasse e delle imposte indirette sugli affari per il controllo dei servizi di riscossione affidati all'Automobile Club d'Italia ed alla Società italiana autori ed editori verranno indicati, rispettivamente, con « Direzione generale tasse affari »; « Direzione generale dell'A.C.I. »; « Ispettorato tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E. ».

Art. 1.

Con la presente convenzione, che sostituisce la precedente del 20 dicembre 1957, approvata con decreto ministeriale 16 giugno 1958, il Ministro per le finanze affida all'Automobile Club d'Italia il mandato di riscuotere per conto dello Stato tutte le tasse di circolazione a qualsiasi titolo dovute sugli autocarri, motocarri, motofurgoncini, rimorchi e autoscafi, adibiti al trasporto di cose, tutte le tasse di circolazione sui motocicli, motocarrozzette, automobili, autobus, autocarri, rimorchi e autoscafi adibiti al trasporto di persone e al trasporto promiscuo di cose e persone, nonchè tutte le tasse di circolazione sui velocipedi a motore, sui motocicli leggeri, motocarrozzette leggere e sui motofurgoni leggeri.

La presente convenzione ha inizio a tutti gli effetti a partire dalle riscossioni effettuate dal 22 dicembre 1960 e scadrà il 21 dicembre 1963, senza obbligo di disdetta da alcuna delle due parti contraenti.

Ove venissero abolite le tasse di circolazione di cui sopra è cenno, la presente convenzione si intende risoluta a decorrere dal giorno in cui si renderà efficace l'abolizione.

Scaduta o risoluta la convenzione, l'A.C.I. dovrà rimanere a disposizione del Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, e degli organi dipendenti per la resa dei conti, la consegna dei bollettari, degli schedari e per quanto altro attiene al servizio prestato, ivi compresa la definizione di tutti i rapporti economici pendenti.

Art. 2.

L'Automobile Club d'Italia (A.C.I.) deve tenere alle sue dirette dipendenze, in ciascuna città capoluogo di provincia, un ufficio perfettamente organizzato per il servizio di riscossione delle tasse indicate all'art. 1, al quale è preposto un funzionario responsabile verso l'Ente. Tale funzionario provvede al servizio con personale direttamente dipendente ed amministrato dalla sede centrale dell'A.C.I.

I detti uffici hanno carattere permanente, devono funzionare tutto l'anno ed essere aperti al pubblico nei giorni feriali, osservando lo stesso orario degli Uffici del registro.

Qualora si verifichino particolari esigenze di servizio, la Direzione generale dell'A.C.I., previa intesa con il Ministero delle finanze (Direzione generale tasse affari), ha facoltà di ordinare la protrazione dell'orario degli uffici di esazione nei giorni feriali e l'apertura degli sportelli nelle ore antimeridiane dei giorni festivi.

La Direzione generale dell'A.C.I., nei centri ove si verifichi maggiore affluenza di contribuenti per il pagamento delle tasse sopra indicate, è autorizzata ad istituire collettorie permanenti o temporanee, dipendenti ad ogni effetto contabile ed amministrativo dall'ufficio esattore della rispettiva circoscrizione provinciale.

L'A.C.I. è tenuto ad assicurare comunque il regolare servizio di riscossione delle tasse suddette, provvedendovi con personale e mezzi straordinari, anche nel caso di particolari contingenze.

L'A.C.I. è altresì autorizzato ad istituire nei principali valichi di frontiera, speciali uffici collettori permanenti per la riscossione delle tasse eventualmente dovute sugli autoveicoli esteri o provenienti dall'estero.

Questi Uffici possono riscuotere anche le tasse di circolazione sui veicoli a motore e sui rimorchi immatricolati nel territorio nazionale.

Art. 3.

La riscossione di tutte le somme comunque concernenti le tasse di circolazione indicate all'art. 1, comprese quelle derivanti da eventuali rilievi per errore di tassazione, deve essere affidata esclusivamente agli uffici esattoriali e collettori, di cui all'art. 2, ai quali è vietato in modo assoluto di riscuotere diritti, contribuzioni o altra somma a qualsiasi titolo, in aggiunta alle tasse di circolazione e relative tasse di bollo. Di ogni trasgressione è responsabile direttamente la sede centrale dell'A.C.I.

L'A.C.I. si impegna altresì a tenere il servizio di esazione delle tasse di circolazione assolutamente distinto dai propri servizi, al fine di evitare qualsiasi interferenza od equivoco nella esecuzione del mandato di esazione ad esso affidato.

Art. 4.

La riscossione da parte dell'A.C.I. delle tasse di cui all'art. 1 è effettuata a mezzo di bollettari di riscossione, di cui al decreto ministeriale 30 novembre 1948, pubblicato nella

Gazzetta Ufficiale 24 dicembre 1948, n. 299, al decreto ministeriale 30 novembre 1950, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 28 del 3 febbraio 1951 o di quelli altri che successivamente potessero essere istituiti dal Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari.

Tutti i bollettari devono essere stampati in carta filigranata e la stampa di essi è di regola affidata all'Istituto Poligrafico dello Stato.

Nei casi in cui l'Istituto Poligrafico dello Stato non si trovasse in condizione di provvedere tempestivamente alla fornitura di detti bollettari la stampa degli stessi potrà essere affidata a tipografia particolarmente attrezzata per tale lavoro, che dia affidamento di correttezza e di regolarità e che sia accettata preventivamente dal Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari; la stampa dovrà essere eseguita con le norme che saranno stabilite dalla predetta Direzione generale, sotto la vigilanza dei funzionari addetti all'Ispettorato tasse di controllo A.C.I. - S.I.A.E. e di militari della guardia di finanza.

Al momento della consegna (alla Direzione generale dell'A.C.I.) della fornitura annuale dei bollettari da parte dell'Istituto Poligrafico dello Stato, o, nell'ipotesi prevista dal comma precedente, dei bollettari stampati la tipografia autorizzata, deve procedersi con l'intervento di un funzionario dell'Ispettorato tasse di controllo A.C.I. - S.I.A.E. all'inventario ed al controllo della consistenza dei bollettari stessi, redigendo processo verbale di presa di carico dell'intero quantitativo da parte dell'Ente. Tale verbale deve essere firmato da un rappresentante dell'A.C.I. e dal suddetto funzionario rappresentante dell'Amministrazione finanziaria.

In base ai dati contenuti nel processo verbale predetto, l'A.C.I. è tenuto a rendere per ciascun anno rigoroso rendiconto di tutti i bollettari assunti in carico. Tali bollettari, prima della spedizione, devono essere vidimati da un rappresentante dell'A.C.I. e da un funzionario dell'Ispettorato sopra indicato, i quali daranno atto di tale operazione in apposito verbale nel quale i bollettari vidimati verranno descritti.

Il Poligrafico dello Stato consegna inoltre al Deposito generale dei valori bollati, che provvede alla loro distribuzione su regolare richiesta delle Intendenze di finanza, i bollettari occorrenti per il rilascio dei dischi contrassegno gratuiti, da servire per gli autoveicoli del corpo diplomatico, (serie C.D.) e per gli autoveicoli esenti da tassa (serie S.E.).

Le spese di stampa di tutti i bollettari, compresi quelli di cui ai precedenti commi terzo e sesto le indennità di assistenza dovute al personale addetto alla vigilanza della stampa presso tipografie private nel caso previsto dal comma terzo, sono a carico per intero sul bilancio dell'A.C.I.

Presso la Direzione generale dell'A.C.I. è istituito un registro di consistenza dei bollettari spediti agli uffici esattori.

Nel detto registro deve prendersi nota per ogni ufficio esattore per ciascun bollettario, della data di spedizione, della specie e del numero del bollettario e del quantitativo di bollette in esso contenute.

Nel registro stesso deve inoltre risultare la data di resa di ciascun bollettario, il numero delle bollette usate, di quelle annullate e di quelle rimaste eventualmente inutilizzate.

Nel giorno 31 dicembre di ogni anno, un Ispettore addetto all'Ispettorato tasse affari per il controllo A.C.I. - S.I.A.E., inizierà la ricognizione dei bollettari della gestione annuale scaduta, esistenti nel magazzino della sede centrale dello A.C.I., redigendone verbale in triplice esemplare, nel quale i bollettari in bianco restituiti dagli uffici esattori saranno tenuti distinti dai bollettari dati in dotazione alla sede centrale e non distribuiti agli uffici esattori.

Art. 5.

Tanto la Direzione generale dell'A.C.I. quanto gli uffici esattori provinciali e gli uffici collettori, d'accordo con gli organi dirigenti di ciascuna sede dell'A.C.I., devono adottare tutti i provvedimenti cautelativi idonei alla conservazione dei bollettari avuti in carico, in maniera che detti bollettari non possano essere in alcun modo manomessi.

In caso di furto, incendio o sottrazione dei bollettari, dovrà essere immediatamente avvertito, oltre che l'Ispettorato compartimentale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari competente per territorio e la Direzione generale dell'A.C.I., anche l'Ispettorato tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E.

Art. 6.

L'ufficio esattore, all'atto in cui riscuote le tasse deve annotare negli appositi spazi esistenti nelle licenze di circolazione, la data ed il numero della bolletta e del bollettario, la somma riscossa, la portata utile in quintali o la potenza in C. V., nonchè il periodo di validità del pagamento. In calce a dette indicazioni l'esattore deve apporre la propria firma ed il timbro a calendario ad inchiostro grasso.

La tassa di bollo di quietanza, riscossa in modo virtuale e contabilizzata secondo le norme stabilite dal Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, deve essere versata separatamente dalla tassa di circolazione, nei modi e termini stabiliti dal successivo art. 14.

Art. 7.

Le tasse di circolazione possono essere pagate in qualsiasi ufficio esattore.

In caso di riscossione di tasse per autoveicoli e rimorchi immatricolati in una Provincia diversa da quella dell'ufficio esattore, questi deve entro dieci giorni darne notizia all'ufficio esattore della Provincia ove trovasi immatricolato il veicolo.

Nel caso che la bolletta figlia contenente il disco contrassegno, già rilasciata al contribuente, in corrispondenza della tassa pagata per autoveicoli, rimorchi, motocicli, e motocicli leggeri siasi accidentalmente deteriorata o sia comunque venuta a mancare, gli uffici esattori e gli uffici collettori non possono rilasciare alcun duplicato di bolletta, nè alcun certificato di avvenuto pagamento della tassa.

In tal caso, a norma dell'art. 7 del regio decreto 1° marzo 1934, n. 338, il contribuente deve presentare alla competente Intendenza di finanza, insieme alla licenza di circolazione, motivata istanza in carta bollata, sottoscritta personalmente dal possessore dell'autoveicolo.

L'Intendenza di finanza, esperite le opportune indagini e riconosciuta la legittimità della richiesta, redige su competente carta bollata, sulla quale saranno state applicate marche da bollo per L. 200, corrispondenti al diritto fisso di cui all'art. 16 (n. 1 - tariffa *H*) del testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche approvato con decreto presidenziale 5 febbraio 1953, n. 39, e successive modificazioni, il certificato attestante l'avvenuto pagamento della tassa.

L'Intendenza trasmette il detto certificato al competente ufficio esattore dell'A.C.I., il quale, se i bollettari sono ancora in suo possesso, lo consegna all'interessato, annotando gli estremi a tergo dell'originale matrice della bolletta di pagamento; se invece i bollettari sono in possesso della Direzione generale dell'A.C.I. informa questa del rilascio del duplicato, comunicandole gli estremi, perchè ne venga presa nota sulla matrice della bolletta smarrita e provvede alla consegna all'interessato del duplicato in paroia.

Su richiesta dell'Intendenza l'ufficio esattore fornirà ad essa i dati relativi al pagamento.

La tassa di circolazione per i velocipedi con motore ausiliario può anche essa essere assolta presso qualsiasi ufficio esattore dell'A.C.I.

Nei casi di smarrimento o di deterioramento del disco contrassegno comprovante il pagamento della tassa in parola non è ammesso il rilascio del duplicato del contrassegno medesimo.

Nei casi predetti il contribuente dovrà pertanto munirsi, a proprie spese, di un nuovo contrassegno.

Art. 8.

Sotto l'osservanza delle modalità e sui tracciati prescritti dal Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, la Direzione generale dell'A.C.I. ha l'obbligo di provvedere annualmente alla compilazione della statistica dei veicoli per i quali è stata scontata la tassa di circolazione.

A richiesta del Ministero delle finanze la stessa Direzione generale dell'A.C.I. fornirà anche altri lavori statistici.

Art. 9.

Per il regolare funzionamento del servizio presso la Direzione generale dell'A.C.I. devono funzionare due uffici centrali, l'uno (Ufficio contabilità tasse) che provvede ai controlli di carattere contabile l'altro (Ufficio controllo e recuperi), che provvede alla revisione di merito delle singole riscossioni, dispone per gli eventuali recuperi di tasse ed istituisce le pratiche relative ai rimborsi pervenutegli dalle Intendenze di finanza.

Art. 10.

Entro i primi otto giorni di ciascun mese ogni ufficio esattore deve compilare sull'apposito modulo un rendiconto delle somme giornalmente riscosse nel mese precedente nell'intera circoscrizione provinciale per tasse di circolazione e delle somme versate nel mese precedente.

Nel detto rendiconto devono anche essere indicate, per ciascun bollettario esaurito, o in corso d'uso, gli estremi delle bollette emesse, di quelle annullate, di quelle rimaste in bianco e di quelle eventualmente mancanti, dando giustificazione di tale mancanza.

Di tale rendiconto deve essere trasmesso, entro lo stesso termine di giorni 8, un esemplare alla Direzione generale dell'A.C.I. ed uno all'Ispettorato compartimentale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari competente per territorio per il controllo di cui al secondo comma dell'art. 12; il terzo esemplare deve rimanere a disposizione del funzionario dell'Ispettorato stesso incaricato della verifica mensile ed il quarto rimarrà depositato presso l'ufficio esattore medesimo.

Gli uffici esattori debbono restituire alla Direzione generale dell'A.C.I. i bollettari completamente esauriti o comunque non più utilizzabili, subito dopo l'apposizione del visto mensile di controllo da parte dei funzionari delegati dagli Ispettorati compartimentali delle tasse e delle imposte indirette sugli affari, competenti per territorio, ai sensi del successivo art. 12.

La Direzione generale dell'A.C.I., appena ricevuti tali bollettari deve procedere alla constatazione dello stato dei medesimi, assicurandosi che il numero delle bollette usate e di quelle annullate corrisponda alle risultanze dei rendiconti mensili e che le bollette annullate o in bianco contengano le figlie col relativo disco contrassegno, apponendo su ciascun bollettario il visto di regolarità e provvedendo all'annullamento delle bollette annullate o in bianco con un timbro a perforazione contenente la dichiarazione « Annullato ».

La Direzione generale dell'A.C.I. ha l'obbligo di conservare i bollettari come sopra restituiti dagli uffici esattori, finchè non sia stata ultimata la verifica delle percezioni da parte dell'Ispettorato tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E. e comunque finchè il Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, non abbia dato il suo benestare alla loro distruzione o al loro concentramento in luogo opportuno.

Art. 11.

La Direzione generale dell'A.C.I., entro la fine di ciascun mese successivo a quello cui si riferiscono i rendiconti di cui all'art. 10, darà comunicazione in duplice esemplare, al Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, tramite l'Ispettorato tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E. del numero complessivo delle bollette rilasciate e dell'importo globale delle somme riscosse in tutto il territorio nazionale durante il mese, distintamente per gli autoveicoli adibiti a trasporto di persone e per quelli adibiti al trasporto di cose, allegando copie delle originali quietanze di tesoreria, debitamente vistate dall'Intendenza di finanza.

La Direzione generale dell'A.C.I. deve inoltre, non più tardi del 31 marzo di ciascun anno, trasmettere in doppio esemplare al Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, sempre per il tramite del predetto Ispettorato, il rendiconto generale della gestione scaduta relativa al periodo dal 22 dicembre dell'anno precedente fino al 21 dicembre dell'anno successivo, specificando:

a) gli incassi fatti in ciascuna Provincia;

b) gli estremi delle quietanze di Tesoreria dei versamenti eseguiti;

c) gli aggi percetti.

Art. 12.

Il Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, esercita presso la Direzione generale dell'A.C.I. e presso gli uffici esattoriali provinciali il controllo su tutta la gestione dei servizi tributari affidati all'Ente direttamente o a mezzo dell'Ispettorato delle tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E.

La Direzione generale dell'A.C.I. e i dipendenti uffici esattori e collettori devono pertanto tenere a disposizione dei funzionari addetti alla Direzione generale tasse affari ed al predetto Ispettorato tutte le contabilità relative, i bollettari, gli schedari e quanto altro serve per il funzionamento del servizio.

Inoltre, alla fine di ogni mese ciascun Ispettorato compartimentale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari, competente per territorio, dovrà designare un ispettore oppure uno dei procuratori addetti all'Ispettorato o in servizio nella sede in cui è posto l'Ufficio da verificare, perchè entro la seconda decade (20 giorni) del mese successivo esegua presso ogni ufficio esattore dell'A.C.I. sito nella circoscrizione del compartimento, il controllo delle bollette utilizzate o annullate nel mese precedente e di quelle rimaste in bianco o mancanti, compilando regolare verbale di ricognizione, attenendosi alle norme di cui alle « Istruzioni di servizio » per la riscossione delle tasse di circolazione approvate dal Ministero delle finanze.

A controllo ultimato, il detto funzionario trasmetterà lo esemplare del rendiconto mensile di cui al terzo comma dell'art. 9 munito del visto di regolarità e corredato dal verbale di controllo di cui al comma precedente, all'Ispettorato tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E. in Roma.

Indipendentemente dalle ispezioni dell'autorità finanziaria presso gli uffici esattori, la Direzione generale dell'A.C.I. deve provvedere a far compiere ispezioni periodiche presso gli uffici stessi da parte di funzionari propri tecnicamente idonei.

In caso di scoperta di irregolarità, abusi o malversazioni i detti Ispettori dovranno darne immediatamente comunicazione alla Direzione generale tasse affari, affinchè le ulteriori indagini possano essere eventualmente eseguite dallo Ispettorato tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E.

Art. 13.

L'A.C.I. deve tenere presso l'Istituto di credito depositario delle somme riscosse per tasse di circolazione e per tasse di bollo uno speciale conto corrente, destinato esclusivamente all'introito delle somme anzidette.

L'A.C.I. deve mettere in qualunque momento a disposizione della Direzione generale tasse affari tutti gli elementi di controllo del suddetto conto corrente; deve altresì porre i funzionari dell'Amministrazione finanziaria in condizione di poter procedere ad accertamenti diretti sulle risultanze del conto corrente negli uffici dell'Istituto di credito presso il quale il conto corrente è aperto.

Art. 14.

L'importo dovuto allo Stato per le tasse di circolazione e per la tassa di bollo riscossa nel territorio della Repubblica in ciascun mese deve essere dall'A.C.I. versato alla Tesoreria provinciale di Roma entro il ventesimo giorno del mese successivo a quello dell'avvenuto incasso, fatta deduzione della quota di aggio stabilita — giusta il successivo art. 15 — la quale viene trattenuta all'atto di ciascun versamento, facendo ciò risultare da apposita distinta munita del visto dell'Intendenza di finanza di Roma.

Appena provveduto al versamento, la Direzione generale dell'A.C.I. deve trasmettere al Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, tramite l'Ispettorato tasse per il controllo A.C.I. - S.I.A.E. le copie delle quietanze rilasciate dalla Tesoreria provinciale di Roma, munite del visto e del bollo dell'Intendenza di finanza di Roma.

In caso di ritardo nei versamenti allo Stato degli importi mensili, l'A.C.I. è obbligato a corrispondere gli interessi di mora dell'8 % in ragione d'anno, salvo che trattasi di differenze dovute ad errori da giustificarsi caso per caso alla Direzione generale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari, prima che sia effettuato il successivo versamento.

Annualmente, in base ai documenti dei versamenti effettuati alla Tesoreria ed alle eventuali rettifiche dei detti documenti, l'Amministrazione finanziaria provvede alla definitiva liquidazione dei compensi spettanti all'A.C.I. ed agli eventuali conguagli.

In base alla stessa liquidazione l'A.C.I. provvede all'immediato versamento in Tesoreria delle somme che risultassero eventualmente trattenute in più.

Art. 15.

A titolo di compenso dell'incarico assunto con la presente convenzione, l'A.C.I. ha diritto ad un aggio annuo di riscossione nella misura seguente sull'ammontare delle tasse di circolazione, introitate dal 22 dicembre 1960 al 21 dicembre 1962:

sulle riscossioni annue fino a L. 20.000.000.000 aggio quattro per cento;

sulle riscossioni annue da L. 20.000.000.001 fino a 51.000.000.000 aggio tre e cinquanta per cento;

sulle riscossioni annue oltre 51.000.000.000 aggio tre per cento.

Rimane inteso che i suddetti compensi sono comprensivi di tutte le spese occorrenti per l'esecuzione del mandato, nessuna esclusa ed eccettuata.

L'aggio di cui sopra e i limiti entro i quali deve essere applicato sono suscettibili di revisione alla fine di ciascun periodo annuale, con effetto dal periodo annuale successivo, qualora nei costi attinenti al servizio affidato all'A.C.I., con la presente convenzione, sui quali è stato determinato l'aggio da rivedere, si siano verificate variazioni in aumento o in diminuzione non inferiori al 10 %, tenuti presenti gli aggi complessivamente realizzati, le eventuali modificazioni di tariffa, nonchè le maggiori e minori spese sostenute nell'anno scaduto per variazioni dipendenti da disposizioni di legge o da accordi collettivi di lavoro.

Alla revisione della percentuale si provvederà con decreto del Ministro per le finanze.

Art. 16.

Per l'esecuzione dell'incarico, di cui alla presente convenzione, l'A.C.I. dichiara di sottoporsi alle sanzioni e responsabilità del mandato.

A garanzia dell'erario per l'esatto adempimento delle disposizioni contenute nella presente convenzione, l'A.C.I. deve entro il termine di giorni sessanta dall'approvazione della presente convenzione versare presso la Cassa depositi e prestiti a titolo di cauzione la somma di L. 5.000.000, in titoli del debito pubblico 5 %, valutati al valore nominale ivi compreso il debito cauzionale di L. 1.000.000 già costituito.

Tale cauzione sarà svincolata su istanza dell'A.C.I. con decreto del Ministro per le finanze, registrato alla Corte dei conti non appena eseguite le verifiche di cassa e delle percezioni relative al periodo contemplato dalla presente convenzione ed accertata la regolarità dei versamenti eseguiti a saldo delle percezioni medesime.

Art. 17.

L'A.C.I. si obbliga di continuare la riscossione a mezzo di applicazione ed annullamento di marche delle tasse annuali di concessione governativa sulla vidimazione di patenti di abilitazione a condurre autoveicoli, limitatamente al periodo di validità della presente convenzione, con la sola percezione dell'aggio stabilito dalla lettera *c*) dell'art. 46 del decreto presidenziale 25 giugno 1953, n. 492.

L'A.C.I. si impegna di istituire, nel corso della presente convenzione, n. 150 nuove collettorie nei Comuni ove si verifica maggiore affluenza di contribuenti.

Delle istituende collettorie deve essere data comunicazione al Ministero delle finanze — Direzione generale tasse affari.

La Direzione generale dell'A.C.I. si impegna di comunicare al Ministero delle finanze — Direzione generale tasse affari e direzione generale imposte dirette, tutte le notizie che comunque possano riguardare il servizio di riscossione delle tasse automobilistiche anche per quanto riguarda il personale, gli agenti, le iscrizioni, le trascrizioni e ogni altra notizia, inerente al servizio medesimo.

Art. 18.

La Direzione generale dell'A.C.I. si impegna a far funzionare presso ciascun ufficio esattore provinciale uno schedario degli autoveicoli e rimorchi assoggettati alle tasse di circolazione, secondo le direttive del Ministero delle finanze — Direzione generale tasse affari.

Alla fine della convenzione tali schedari resteranno di proprietà dell'Amministrazione finanziaria.

Art. 19.

Nessuna disposizione di indole generale, che abbia direttamente o indirettamente relazione col servizio della riscossione delle tasse di circolazione, può essere diramata dall'A.C.I. se non sia stata prima approvata dal Ministero delle finanze — Direzione generale tasse affari.

Art. 20.

Il Ministero delle finanze - Direzione generale tasse affari, si riserva la facoltà di emanare, sentita la Direzione generale dell'A.C.I. le norme necessarie alla esecuzione della presente convenzione e di variare le istruzioni di servizio approvate con determinazione ministeriale 10 dicembre 1947, n. 95060, le cui norme restano nel frattempo in vigore in quanto compatibili con la presente convenzione.

Il Ministero delle finanze — Direzione generale tasse affari, ha altresì facoltà:

a) di accertare che l'A.C.I. ottemperi a tutti gli obblighi che con la presente convenzione si assume per lo svolgimento del servizio;

b) di controllare che le nuove e maggiori entrate vengano di fatto devolute alla organizzazione del servizio medesimo;

c) di accertare che le spese, comprese quelle del personale, siano adeguate alle esigenze del servizio.

Art. 21.

E' vietato all'A.C.I. ed ai dipendenti uffici esattori di effettuare rimborsi totali o parziali delle tasse di circolazione.

La facoltà di disporre rimborsi è di competenza esclusiva dell'Intendenza di finanza, alla quale i contribuenti debbono rivolgersi, esibendo la domanda in bollo e la licenza di circolazione.

Art. 22.

L'A.C.I. può comunicare i dati riflettenti i servizi di esazione soltanto agli organi della Direzione generale tasse affari.

Art. 23.

Ai sensi dell'art. 5 del decreto legislativo 18 gennaio 1948, n. 69, la Direzione generale dell'A.C.I. deve mettere gratuitamente a disposizione dell'Ispettorato delle tasse, istituito con tale decreto, il personale di collaborazione d'ordine e contabile, necessario per la rapida esecuzione delle operazioni di controllo, nonchè i locali ed i mobili occorrenti per il regolare svolgimento del servizio.

Art. 24.

La presente convenzione, mentre vincola l'A.C.I. dal momento della firma apposta in calce dal suo legale rappresentante, diventerà impegnativa per lo Stato dopo la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del provvedimento di approvazione, del quale costituirà parte integrante.

La presente convenzione sarà registrata.

Il Ministro per le finanze: TRABUCCHI

Il presidente dell'A.C.I.: Filippo CARACCIOLO

(5476)

DECRETO MINISTERIALE 3 agosto 1962.

Sostituzione di un membro della Commissione provinciale per il collocamento di Siena.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 7 ottobre 1960, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Siena;

Visto il decreto ministeriale 24 gennaio 1961, con il quale il dott. Notaro Domenico, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, è stato nominato presidente della Commissione provinciale per il collocamento di Siena, in sostituzione del dott. Stagno Giuseppe, trasferito ad altra sede;

Considerato che il dott. Notaro Domenico, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Siena, è stato trasferito ad altra sede;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del suddetto direttore nell'incarico di presidente della Commissione provinciale per il collocamento di Siena con il dott. Sbuelz Luciano, assegnato alla direzione dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Siena;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Sbuelz Luciano è nominato presidente della Commissione provinciale per il collocamento di Siena, in sostituzione del dott. Notaro Domenico, trasferito ad altra sede.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 agosto 1962

Il Ministro: BERTINELLI

(5449)

DECRETO MINISTERIALE 3 agosto 1962.

Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Gorizia.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto ministeriale 26 giugno 1959 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Gorizia, e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle Associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita, nella provincia di Gorizia presso lo Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento composta dai signori:

Presidente:

Fabbro dott. Luigi, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

Terenzio dott. Edoardo, funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Maraffi dott. ing. Giovanni, rappresentante del Genio civile;

Verzegnassi dott. Ugo, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Mosettig Italo, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Papais Renato, Sfiligoi Edo, Zuliani Elio, Padovan Giorgio, Padovan Giovanni, Manzin Narciso e Zei Antonio, rappresentanti dei lavoratori;

Pandolfi dott. Francesco, Fumato dott. Mario, Valentinuzzi Carlo e Coen-Giordana dott. Giordano, rappresentanti dei datori di lavoro;

Toso perito agrario Giuseppe, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 agosto 1962

Il Ministro: BERTINELLI

(5452)

DECRETO MINISTERIALE 3 agosto 1962.

Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Taranto.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce, in due anni la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto ministeriale 26 ottobre 1958, di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Taranto, e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa,

Viste le designazioni fatte dalle Associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

Articolo unico.

E' ricostituita, nella provincia di Taranto presso lo Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento, composta dai signori:

Presidente:

Perrini dott. Gino, direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro,

Giangasparo dott. Gaetano, funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

Membri:

Tota ing. Pasquale, rappresentante del Genio civile,

Parlapiano dott. Giulio, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Sarno dott. Nicola, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Tacconi Leandro, Pupino Alberto, Colletta Edoardo, Cazzato Domenico, Recita Cosimo, Nuzzo Carlo e Carrino Agostino, rappresentanti dei lavoratori;

Larato rag. Domenico, Canape dott. Alberto, De Mitri rag. Costantino e De Florio rag. Carlo, rappresentanti dei datori di lavoro;

Di Noia Vincenzo, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 agosto 1962

Il Ministro: BERTINELLI

(5451)

DECRETO MINISTERIALE 11 settembre 1962.

Nomina del presidente e del vice presidente della Cassa di risparmio di Carpi, con sede in Carpi (Modena).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Carpi, approvato con decreto ministeriale del 15 ottobre 1948, modificato con decreto ministeriale dell'11 giugno 1955;

Visto il decreto ministeriale del 18 luglio 1957, con il quale l'avv. Germano De Pietri Tonelli ed il prof. dottor Giulio Nannini, vennero confermati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Carpi;

Considerato che i predetti nominativi sono scaduti di carica con l'approvazione del bilancio relativo allo esercizio 1961;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il dott. rag. Rosario Merighi e il sig. Attilio Sacchetti sono nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Carpi, con sede in Carpi (Modena), con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 settembre 1962

Il Ministro: TREMELLONI

(5422)

DECRETO MINISTERIALE 11 settembre 1962.
Nomina del presidente e del vice presidente della Cassa di risparmio di Venezia, con sede in Venezia.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936 n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Venezia approvato con decreto ministeriale del 26 aprile 1954, modificato con decreto ministeriale del 18 settembre 1959;

Visto il decreto ministeriale del 20 febbraio 1957, con il quale il comm. dott. Gaspare Campagna ed il professor dott. Manlio Fabro vennero nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Venezia;

Considerato che i predetti nominativi sono scaduti di carica con l'approvazione del bilancio relativo allo esercizio 1961;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il comm. dott. Gaspare Campagna è confermato presidente ed il rag. Luciano Carraro è nominato vice presidente della Cassa di risparmio di Venezia, con sede in Venezia, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 settembre 1962

Il Ministro: TREMELLONI

(5424)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 1017 del 28 settembre 1962. Determinazione dei prezzi delle sanse vergini di oliva - campagna 1962-63.

Il Comitato interministeriale dei prezzi con provvedimento n. 1017 del 28 settembre 1962, sentita la Commissione centrale dei prezzi, ha adottato la seguente decisione.

DETERMINAZIONE DEI PREZZI
DELLE SANSE VERGINI DI OLIVA - CAMPAGNA 1962-63

In relazione a quanto dispone la legge 21 dicembre 1961, n. 1527, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 32 del 5 febbraio 1962, vengono stabiliti come appresso i criteri per la determinazione dei prezzi minimi delle sanse vergini di oliva prodotte nella campagna 1962-63.

1) I Comitati provinciali dei prezzi, sentiti in sede di Commissione consultiva i rappresentanti delle categorie interessate, fisseranno entro il 20 novembre 1962, con determinazione pubblicata nel Foglio per gli annunzi legali della Provincia, le caratteristiche medie di resa industriale in olio e di acidità delle sanse vergini di oliva da riferire alla produzione 1962-63.

In ciascuna Provincia le medie in parola saranno determinate per l'intero territorio o per le varie zone di esso, ove gli stessi Comitati lo ritengano necessario in quanto esistono differenze notevoli di caratteristiche da zona a zona.

Inoltre le medie stesse potranno essere fissate distintamente per le sanse normali e per quelle rimacinate, qualora la produzione di queste ultime abbia particolare rilevanza. In ogni caso per sanse rimacinate debbono intendersi quelle ottenute nei frantoi, nei quali, oltre alla molazza o frangitoio per olive, sia installata ed operante l'apposita molazza per la rimacina delle sanse.

2) Gli stessi Comitati provinciali dei prezzi fisseranno i prezzi minimi di un quintale di sanse vergini di oliva con umidità del 25 % prodotte nella campagna 1962-63, applicando ai quantitativi di olio, indicati nella seguente tabella per le caratteristiche medie determinate come sopra, la media delle quotazioni registrate dai bollettini della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Bari per l'olio di sansa di oliva rettificato dal 1° novembre 1962 al 30 aprile 1963;

Gradi di acidità	Resa industriale in olio				
	4%	5%	6%	7%	8%
6	2,005	2,511	3,017	3,514	4,020
7	1,979	2,478	2,977	3,468	3,967
8	1,953	2,445	2,937	3,422	3,914
9	1,927	2,412	2,897	3,376	3,861
10	1,901	2,379	2,857	3,330	3,808
11	1,875	2,346	2,817	3,284	3,755
12	1,849	2,313	2,777	3,238	3,702
13	1,823	2,280	2,737	3,192	3,649
14	1,797	2,247	2,697	3,146	3,596
15	1,771	2,214	2,657	3,100	3,543
16	1,753	2,192	2,630	3,069	3,508
17	1,735	2,170	2,603	3,038	3,473
18	1,717	2,148	2,576	3,007	3,438
19	1,699	2,126	2,549	2,976	3,403
20	1,681	2,104	2,522	2,945	3,368
21	1,655	2,071	2,482	2,899	3,315
22	1,629	2,038	2,442	2,853	3,262
23	1,603	2,005	2,402	2,807	3,209
24	1,577	1,972	2,362	2,761	3,156
25	1,551	1,939	2,322	2,715	3,103
26	1,516	1,895	2,269	2,653	3,032
27	1,481	1,851	2,216	2,591	2,961
28	1,446	1,807	2,163	2,529	2,890
29	1,411	1,763	2,110	2,467	2,819
30	1,376	1,719	2,057	2,405	2,748
da 31 a 35	0,933	1,166	1,393	1,630	1,862
oltre 35	0,491	0,612	0,729	0,855	0,977

Viene inoltre stabilito che il prezzo minimo per quintale di sansa vergine franco stabilimento di estrazione non dovrà essere comunque inferiore a L. 500.

3) Le percentuali di umidità in più o in meno del 25 % andranno in diminuzione o in aggiunta del peso della sansa consegnata.

4) Per la determinazione del prezzo delle sanse vergini di oliva aventi caratteristiche intermedie a quelle indicate nella tabella di cui al punto 2), i Comitati provinciali dei prezzi applicheranno valori modificati in proporzione.

5) I prezzi fissati secondo i criteri su espressi s'intendono per merce resa franca allo stabilimento di estrazione viciniore efficiente.

(5538)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 11 settembre 1962 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Behrend Herbert, Console onorario della Repubblica Federale di Germania a Firenze, con giurisdizione sulle provincie di Firenze, Arezzo, Siena e Pistoia.

(5554)

In data 11 settembre 1962 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Meir Shilonne, Vice console d'Israele presso il Consolato generale a Milano, con giurisdizione sulle provincie della Lombardia, del Piemonte e del Veneto.

(5489)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Trasferimento al patrimonio dello Stato degli immobili costituenti l'ex idroscalo di Sesto Calende

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica di concerto col Ministro per le finanze in data 4 maggio 1962, n. 309, registrato alla Corte dei conti addì 1° settembre 1962 al registro n. 35 Aeronautica, foglio n. 182, sono state dismesse dal pubblico Demanio aeronautico e trasferite tra i beni patrimoniali dello Stato alcuni immobili, già espropriati dall'Amministrazione aeronautica per la costituzione dell'ex idroscalo di Sesto Calende, distinti nel nuovo catasto terreni del comune di Sesto Calende come segue:

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 1547, superficie da dismettere Ha. 6.68.91;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 1554, superficie da dismettere Ha. 0.57.20;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 1999, superficie da dismettere Ha. 0.04.70;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 3370, superficie da dismettere Ha. 0.75.50;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 3376, superficie da dismettere Ha. 0.40.10;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 3380, superficie da dismettere Ha. 0.37.30;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 3529, superficie da dismettere Ha. 0.00.70;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 3377, superficie da dismettere Ha. 0.37.00;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 3379, superficie da dismettere Ha. 0.27.80;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 1563-*b*, superficie da dismettere Ha. 0.02.26;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 1573-*b*, superficie da dismettere Ha. 0.00.68;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 1539-*b*, superficie da dismettere Ha. 0.03.22;

Pag. 2843, foglio n. 14, mappale n. 3381, superficie da dismettere Ha. 0.38.80.

(5526)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso per titoli ad un posto di ispettore centrale di 1ª classe per l'istruzione musicale nel Ministero della pubblica istruzione, indetto con decreto ministeriale 20 marzo 1962.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1305;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, recante norme di esecuzione del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli al posto di ispettore centrale di 1ª classe per l'istruzione musicale nel Ministero della pubblica istruzione.

Esso è riservato ai direttori ed insegnanti di composizione nei conservatori di musica.

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso, firmate dagli aspiranti e redatte su carta da bollo da L. 200, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale del personale e degli affari generali e amministrativi - Divisione I, entro il termine di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Nelle domande dovrà essere indicato il domicilio dell'aspirante, il quale è tenuto a comunicare tempestivamente le eventuali variazioni del domicilio stesso.

Art. 3.

Le domande dovranno essere corredate dei seguenti documenti:

1) relazione illustrativa documentata dell'attività amministrativa e musicale svolta o della carriera percorsa dal candidato, in cinque esemplari firmati;

2) copia autentica dello stato di servizio civile rilasciato dal competente ufficio del Ministero, di data non anteriore a quella del presente decreto;

3) titoli di studio, scientifici, didattici ed artistici, lavori, pubblicazioni e ogni altro titolo o documento che il candidato ritenga utile agli effetti del concorso;

4) certificato medico attestante l'idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale si riferisce il concorso.

Non è ammessa la presentazione di manoscritti o dattiloscritti.

Alla domanda dovrà essere allegato, in cinque copie, un elenco dei titoli presentati, firmato dall'interessato.

Art. 4.

Non saranno ammessi al concorso coloro che faranno pervenire le domande e i documenti prescritti dopo il termine stabilito, nè saranno accettate, dopo il detto termine, pubblicazioni e parte di esse e qualsiasi altro documento.

La data di presentazione delle domande, dei documenti e delle pubblicazioni sarà accertata dal bollo di arrivo al Ministero. Non è consentito il riferimento a documenti e pubblicazioni presentate presso altre Amministrazioni o altri uffici del Ministero della pubblica istruzione.

Art. 5.

La Commissione giudicatrice del concorso sarà nominata dal Ministro e composta di cinque membri, tre dei quali professori di università, un funzionario di carriera direttiva di qualifica non inferiore a direttore di divisione o un direttore di conservatorio.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato della carriera direttiva dell'Amministrazione con qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe.

La Commissione esaminatrice nella sua prima adunanza stabilirà i criteri per la valutazione dei titoli con determinazione dei relativi coefficienti, nonchè il minimo del punteggio costituente titolo per l'assunzione.

Art. 6.

Nella graduatoria di merito, da approvare con decreto ministeriale e da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del Ministero, saranno inclusi, nell'ordine del punteggio riportato, oltre il vincitore, coloro che, avendo raggiunto la votazione minima prestabilita dalla Commissione giudicatrice, possono essere dichiarati vincitori e nominati in surroga del vincitore decaduto o rinunciatario, nel termine di sei mesi dall'approvazione della graduatoria stessa.

Nel caso di parità di merito saranno applicate le disposizioni di legge relative alla materia.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 20 marzo 1962

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 giugno 1962
Registro n. 38, foglio n. 285

(5500)

MINISTERO DELLE FINANZE

Dichiarazione di deserzione dei concorsi nei ruoli delle carriere direttive dell'Amministrazione finanziaria per il personale avente conoscenza della lingua tedesca.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto ministeriale 6 luglio 1961, registrato alla Corte dei conti il 14 novembre 1961, registro n. 46 Finanze, foglio n. 159, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 gennaio 1962, n. 26, con il quale sono stati indetti, tra gli altri, i seguenti concorsi per esami nei ruoli delle carriere direttive dell'Amministrazione finanziaria per il reclutamento di personale avente conoscenza della lingua tedesca:

a due posti di ingegnere in prova nel ruolo della carriera direttiva dell'Amministrazione del catasto e dei servizi tecnici erariali;

a un posto di ingegnere in prova nel ruolo della carriera direttiva degli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione;

Considerato che entro il termine stabilito (31 marzo 1962) non è pervenuta alcuna domanda di ammissione ai concorsi di cui sopra;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, che approva il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del testo unico predetto;

Decreta:

Articolo unico

Sono dichiarati conclusi con esito negativo i concorsi per esami nei ruoli delle carriere direttive dell'Amministrazione finanziaria, indetti con decreto ministeriale 6 luglio 1961, citato nelle premesse, perchè nel termine stabilito (31 marzo 1962) non è stata prodotta alcuna domanda di partecipazione ai concorsi stessi.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e successivamente pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 agosto 1962

Il Ministro: TRABUCCHI

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 agosto 1962
Registro n. 24 Finanze, foglio n. 27. — BAIOCCHI

(5460)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Graduatoria di merito del concorso a sei posti di ispettore in prova, nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, indetto con decreto ministeriale 22 giugno 1961.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto lo stato giuridico del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, approvato con la legge n. 425 del 26 marzo 1958;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, concernente le norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle Ferrovie dello Stato, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 97 del 23 aprile 1959;

Visto il decreto ministeriale 22 giugno 1961, n. 4882, registrato alla Corte dei conti, addì 19 luglio 1961, registro n. 43 Ufficio riscontro ferrovie, foglio n. 312, con il quale è stato indetto un pubblico concorso per esami e per titoli a sei posti di ispettore in prova nei ruoli del personale direttivo dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, fra abilitati all'esercizio della professione di medico-chirurgo;

Viste le deliberazioni del direttore generale delle ferrovie dello Stato n. 63 P.2.1.1. del 23 settembre 1961, n. 74 P.2.1.1. del 2 ottobre 1961 e n. 87 P.2.1.1. del 18 ottobre 1961, con le quali è stata nominata la Commissione giudicatrice per lo espletamento del concorso di cui sopra;

Visti gli atti del concorso e riconosciuta la validità degli stessi;

Vista la relazione della Direzione generale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato Servizio personale, n. P.2.1.1.228.119127 in data 13 luglio 1962;

Sentito il Consiglio di amministrazione;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito, formulata dalla competente Commissione giudicatrice, per il concorso citato nelle premesse:

1. Paolillo Giuseppe	punti	18,240
2. Natale Italo	»	17,461
3. Vitale Antonio	»	16,380
4. Rucci Francesco Saverio	»	15,402
5. Guerrieri Fabrizio	»	13,118

Art. 2.

I predetti candidati sono dichiarati vincitori del concorso citato nelle premesse, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 26 luglio 1962

p. *Il Ministro*: CAPPUGI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 agosto 1962
Registro n. 45 bilancio Trasporti, foglio n. 75. — BONOMI

(5496)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI FROSINONE

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Frosinone.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 4531 del 30 dicembre 1961, con il quale è stato indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, per la copertura dei posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1960;

Visto l'art. 44 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Viste le designazioni del Consiglio dell'Ordine provinciale dei medici e quelle dei Comuni interessati;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del suindicato concorso è composta come segue:

Presidente:

Bevilacqua dott. Pasquale, vice prefetto.

Componenti:

Longo dott. Antonino, medico provinciale;

Miano prof. Giuseppe, primario medico, dell'Ospedale civile di Frosinone;

Iacobellis prof. Pasquale, primario chirurgo dell'Ospedale civile di Frosinone;

Angeletti dott. Ercole, medico condotto.

Segretario:

Guccione dott. Ferdinando, direttore di sezione di Prefettura.

La Commissione inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della locale Prefettura.

Frosinone, addì 17 settembre 1962

Il medico provinciale: Longo

(5462)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI LATINA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Latina.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 784 del 28 febbraio 1962, e n. 1569 del 27 aprile 1962, con i quali è stato indetto un pubblico concorso per titoli ed esami a posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia alla data del 30 novembre 1961;

Ritenuto che occorre provvedere alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso di cui trattasi;

Viste le designazioni dell'Ordine provinciale dei medici chirurghi e dei Comuni interessati;

Visto l'art. 50 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 6 della legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1961, è costituita come appresso:

Presidente:

Cucugliata dott. Venanzio, vice prefetto.

Componenti:

Mele dott. Vincenzo, medico provinciale capo;

Borsò prof. Angelo, primario ostetrico dell'Ospedale San Giacomo in Augusta;

Gatti dott. Dario, esercente specializzato in ostetricia;

Broglia Chiara, ostetrica condotta di Latina.

Segretario:

Verdesca-Zain dott. Maurizio, consigliere di 2ª classe.

La Commissione giudicatrice inizierà le prove di esame non prima che sia decorso un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio provinciale sanitario.

Latina, addì 18 settembre 1962

Il medico provinciale: Mele

(5465)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI MANTOVA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Mantova.

IL MEDICO PROVINCIALE

Con decreto del 20 settembre 1962, n. 4756, del medico provinciale di Mantova, è stata così costituita la Commissione giudicatrice del concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Mantova al 30 novembre 1961:

Presidente:

Austria dott. Alfredo, vice prefetto vicario.

Componenti:

Susanna dott. Leonino, medico provinciale;

Dotti prof. Gianfranco, primario 1ª Divisione medica dell'Istituto ospedaliero di Mantova;

Serra prof. Giovanni, libero docente in patologia speciale chirurgica;

Freddi dott. Loris, medico condotto.

Segretario:

Fichera dott. Aldo, consigliere di 1ª classe.

Il medico provinciale: Susanna

(5463)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Mantova.

IL MEDICO PROVINCIALE

Con decreto del 19 settembre 1962, n. 4755, del medico provinciale di Mantova, è stata così costituita la Commissione giudicatrice del concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Mantova al 30 novembre 1961:

Presidente:

Austria dott. Alfredo, vice prefetto vicario.

Componenti:

Susanna dott. Leonino, medico provinciale;

Piccinelli prof. Giuseppe, primario del reparto ostetricia dell'Istituto ospedaliero « C. Poma », di Mantova;

Preti Ottelenghi prof. Franco, libero docente in ostetricia e ginecologia;

Ganeo Rossana, ostetrica condotta di Viadana.

Segretario:

Piccirilli dott. Benito, consigliere di 2ª classe.

(5464) *Il medico provinciale*: Susanna

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.